COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse
du 30 Septembre au 06 Octobre 2017

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

I. COI et ses projets

1.1 Conseil Extraordinaire des Ministres de la COI 3
- Co-développement : La volonté d'une Communauté de l'océan Indien renforcée
- Participation haut niveau des Seychelles au Conseil extraordinaire des ministres de la Commission de l'océan Indien (COI)
- La Commission de l'océan Indien renforce sa coopération
- INDIAN OCEAN- INDIAN OCEAN COMMISSION: an action plan on maritime safety is on the agenda
- Indian Ocean Commission sets new regional ambitions, urges collective action in Indianocéanie
- Vers une Communauté de l'océan Indien
- Sécurité alimentaire au sein de la COI : Une réunion ministérielle se tiendra à Madagascar en mars 2018
- Participation haut niveau des Seychelles au conseil extraordinaire des ministres de la COI
- Conseil extraordinaire des ministres de la COI/La sécurité maritime et alimentaire, première préoccupation de la COI

1.2 Coopération 19
- La journée du volontariat français : 38 jeunes s'exportent dans l'Océan Indien

1.3 Culture 20
- Voix de l'Océan Indien : Jazz MMC récompensé

1.4 Économie Océanique 21
- La voix de l'Indianocéanie à Malte

1.5 Développement durable 23
- Éducation régionale / Le comité national célèbre les réalisations du programme Eco-Schools océan Indien

1.6 Genre 24
- Maurice – Les femmes entrepreneures se mobilisent

1.7 Santé 26
- Epidémie de la peste à Madagascar : Tous les pays de la Coi seront dotés de test rapide d'ici dimanche

II. Centres d'intérêts

1.1 Changement Climatique 28
- Changement climatique : « Nous, les belles iles du monde, nous risquons de disparaitre »

1.2 Environnement 30
- Environnement Marin : la menace de la couronne d'épines s'accroît

1.3 Pêche 32
- Pêche illégale : Pertes estimées à $7,5 millions

Témoignages

http://www.temoignages.re/politique/co-developpement/la-volonte-d-une-communaute-de-l-ocean-indien-renforcee,90744

Co-développement : La volonté d'une Communauté de l'océan Indien renforcée - Conseil des ministres de la COI à Maurice

Voici le communiqué diffusé hier à l'issue du Conseil des ministres de la COI qui s'est tenu lundi et mardi à Maurice. Il confirme notamment la volonté d'aller vers une Communauté de l'océan Indien, ce qui ne pourra se concrétiser que si les obstacles à la circulation des personnes entre toutes les îles seront levés. Les inter-titres sont de Témoignages.



Réunis en session extraordinaire du Conseil, les ministres des Affaires étrangères et hauts représentants des États membres de la Commission de l'océan Indien (COI) ont débattu du renforcement de la structure COI et de l'amplification de ses actions au service des populations.Sous la présidence de Vishnu Lutchmeenaraidoo, ministre des Affaires étrangères de Maurice, les membres du Conseil ont souligné l'importance d'agir collectivement, au sein de la COI, en faveur de la sécurité sous toutes ses formes. C'est dans cet esprit que le Conseil a décidé de l'organisation, en janvier 2018, d'une réunion ministérielle sur la sécurité maritime, prérequis indispensable à la pleine expression du potentiel de croissance et d'innovations que représente l'économie bleue / océanique. À cela s'ajoute la question importante de la sécurité alimentaire qui fera l'objet d'une réunion ministérielle à Madagascar au mois de mars 2018. La Grande Ile, qui concentre plus de 90 % des terres arables de l'Indianocéanie, est en effet au cœur de la stratégie régionale de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Circulation des biens et des personnes

Les représentants des États membres ont également débattu de la question cruciale de la circulation des personnes et des biens entre les îles. La COI est appelée à s'intéresser davantage à ce sujet, au-delà des priorités données à la connectivité aérienne et maritime. Il s'agit de donner corps à la solidarité naturelle qui unit les peuples de l'Indianocéanie et aux ambitions régionales. La décision d'amener la COI vers une « Communauté » en l'expression symbolique et confirme la volonté des États de renforcer son rôle et ses réalisations sur le terrain. Pour le chef de la diplomatie de l'Union

des Comores, Souef Mohamed El-Amine, « la COI, ne peut rester à l'écart des réalités qui gouvernent le monde. Elle doit s'inscrire dans cette dynamique et porter loin sa vision. Elle doit anticiper le […] mouvement des choses, ce qui appelle à des réformes dans le fond et dans la forme. »Prenant la parole au nom de la France, Didier Robert, président du Conseil régional de La Réunion, a souligné son « attachement à la coopération régionale » en particulier en matière de « sécurité sous toutes ses formes ». Il a par ailleurs plaidé « pour une amélioration significative de la connectivité aérienne et maritime, dans une vraie logique partenariale » qui profite aux entreprises de la région et à tous les citoyens de l'Indianocéanie. De son côté, le ministre des Affaires étrangères de la République de Madagascar, Henry Rabary-Njaka, a insisté sur « la symbolique du changement d'appellation de la COI qui marque notre ambition commune ». À cet égard, il a souligné le rôle qu'entend jouer la Grande Ile dans les chantiers de la coopération régionale et plus particulièrement en matière de sécurité alimentaire.

Économie bleue

Dirigeant la délégation mauricienne, le ministre de la Sécurité sociale et de l'Environnement de Maurice, Etienne Sinatambou, a mis l'accent sur la priorité accordée par toutes les îles de la région à l'économie bleue. Il a également invité la COI à « amplifier son action pour un décloisonnement des marchés entre les Etats membres et pour une meilleure complémentarité de ceux-ci ». Claude Morel, Secrétaire d'Etat chargé des Affaires étrangères des Seychelles, s'est déclaré être « profondément convaincu (…) que la coopération régionale est une aspiration populaire profonde, une nécessité stratégique pressante, et un impératif économique ». Et de poursuivre : « les Seychelles réaffirment donc leur volonté de continuer à œuvrer de concert avec les autres îles pour l'émergence d'un ensemble efficace, pesant sur son environnement indianocéanique. » Les membres du Conseil se sont prononcés en faveur d'un renforcement de la COI qui devrait aboutir à un changement d'appellation en « Communauté » qui rendra compte de l'action réelle de l'organisation comme de l'aspiration commune des États de la région.

Statut d'observateur pour l'Union européenne

La solidarité des États membres s'est aussi manifestés à l'égard de la candidature de l'Union des Comores au poste de Secrétaire général de l'Indian Ocean Rim Association (IORA). C'est dans le même sens que les États membres ont indiqué leur soutien à la demande de la France à devenir membre à partir entière de l'IORA pour permettre à La Réunion de mieux s'insérer dans son environnement régional. Le Conseil extraordinaire des ministres de la COI a également octroyé à l'Union européenne, premier partenaire financier et technique de l'organisation, le statut d'observateur ont bénéficient déjà la République populaire de Chine, l'Ordre de Malte et l'Organisation internationale de la Francophonie.

Participation haut niveau des Seychelles au Conseil extraordinaire des ministres de la Commission de l'océan Indien (COI)

Source: Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Seychelles

La séance extraordinaire fut ouverte par le premier Ministre de la République Mauricienne Hon. Pravind Jugnaugth

Le Secrétaire d'Etat chargé des Affaires Etrangères, Son Excellence Claude Morel a participé hier à une session extraordinaire du Conseil de la Commission de l'océan Indien (COI) tenue à l'hotel Hilton de Flic en Flac à Maurice et présidé par le Ministre mauricien des Affaires étrangères, de la Coopération régionale et du commerce internationale, Hon. Vishnu Lutchmeenaraidoo, président en exercice de la COI pour l'année 2017. La séance extraordinaire fut ouverte par le premier Ministre de la République Mauricienne Hon. Pravind Jugnaugth.

Dans son discours d'ouverture, le Secrétaire d'Etat Ambassadeur Morel a déclaré être « profondément convaincu […] que la coopération régionale est une aspiration populaire profonde, une nécessité stratégique pressante, et un impératif économique devenu inéluctable en ces temps de mondialisation ». Et de poursuivre : « les Seychelles réaffirment donc leur volonté de continuer à œuvrer de concert, avec les autres îles pour l'émergence d'un ensemble efficace, pesant sur son environnement indianocéanique. »

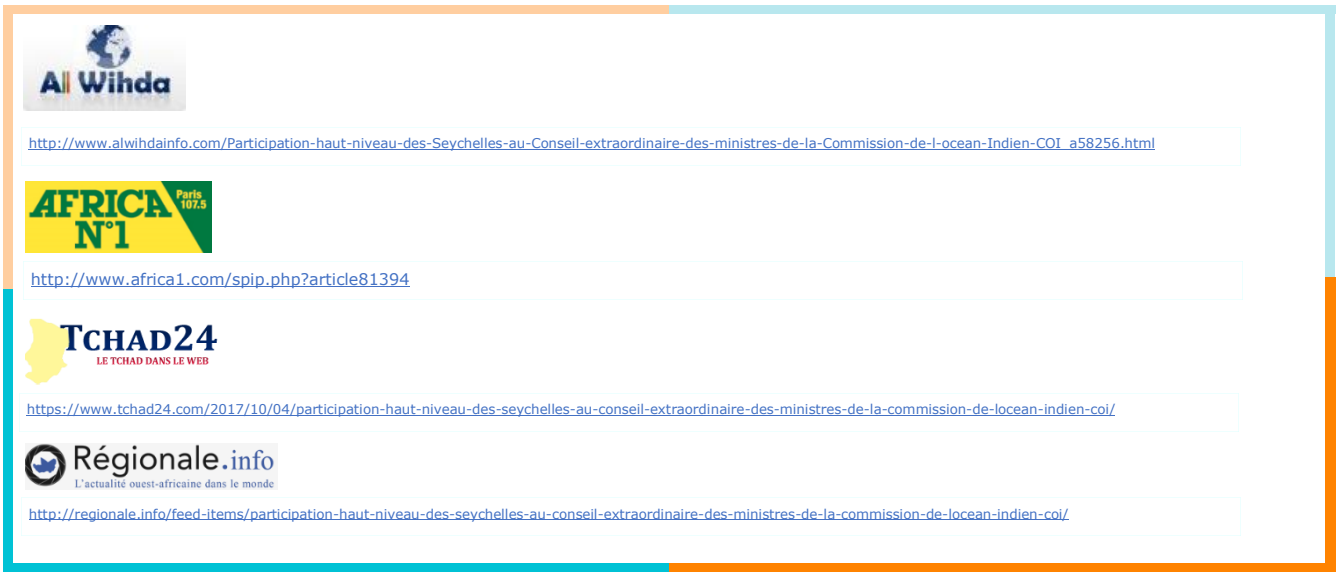
Au cours de cette session, une vingtaine de décisions ont été présentées puis débattues et adoptées par les Membres du Conseil. Parmi les plus importantes on doit noter celle de revoir la gestion financière de la COI, la considération d'un nouveau Plan de Développement Stratégique (PDS) pour la COI pour 2018 et la décision d'étoffer l'accord de siège entre Maurice et la COI.

Les membres du Conseil se sont également prononcés en faveur d'un renforcement de la COI qui devrait aboutir à un changement d'appellation en « Communauté de l'Océan Indien ». Le Conseil a conclu en formalisant le statut d'observateur de l'Union Européenne, partenaire financier principal, dont bénéficient déjà la Chine, Malte et l'Organisation Internationale de la Francophonie.

L'Ambassadeur Claude Morel était accompagné par le nouvel officier permanent de liaison (OPL) des Seychelles pour la COI, Monsieur Jacques

Belle et le Consul Honoraire des Seychelles à Maurice, Monsieur Guy Fok. Il est à noter que les Seychelles assumeront dès janvier 2018 la présidence du prochain conseil des Ministres de la COI.

Distribué par APO pour Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Seychelles.



La Commission de l'océan Indien renforce sa coopération

FLIC-EN-FLAC, Maurice, 4 octobre (Infosplusgabon) - Le Conseil, les ministres des Affaires étrangères et hauts représentants des États membres de la Commission de l'océan Indien (COI) ont débattu ce mardi du renforcement de la structure de la COI et de l'amplification de ses actions au service des populations, a-t-on appris de source officielle au siège de la cette organisation indocéanique basée à Maurice.

Dans un communiqué, la COI a indiqué que les membres du Conseil ont souligné l'importance d'agir collectivement en faveur de la sécurité sous toutes ses formes. Le Conseil a ainsi décidé de l'organisation, en janvier 2018, d'une réunion ministérielle sur la sécurité maritime, pré-requis indispensable à la pleine expression du potentiel de croissance et d'innovations que représente l'économie bleue/océanique. À cela s'ajoute la question importante de la sécurité alimentaire qui fera l'objet d'une réunion ministérielle à Madagascar, au mois de mars 2018.

« La Grande Ile, qui concentre plus de 90% des terres arables de l'Indianocéanie, est en effet au cœur de la stratégie régionale de sécurité alimentaire et nutritionnelle », a fait ressortir la COI.

Les représentants des États membres ont également débattu de la question cruciale de la circulation des personnes et des biens entre les îles. Selon la COI, cette organisation est appelée à s'intéresser davantage à ce sujet, au-delà des priorités données à la connectivité aérienne et maritime. Il s'agit de donner corps à la solidarité naturelle qui unit les peuples de l'Indianocéanie et aux ambitions régionales.

Pour le chef de la diplomatie de l'Union des Comores, Souef Mohamed El-Amine, « la COI ne peut rester à l'écart des réalités qui gouvernent le monde. Elle doit s'inscrire dans cette dynamique et porter loin sa vision. Elle doit anticiper le […] mouvement des choses, ce qui appelle à des réformes dans le fond et dans la forme ».

Prenant la parole au nom de la France, Didier Robert, président du Conseil régional de La Réunion, a souligné son « attachement à la coopération régionale » en particulier en matière de « sécurité sous toutes ses formes ». Il a, par ailleurs, plaidé « pour une amélioration significative de la

connectivité aérienne et maritime, dans une vraie logique partenariale » qui profite aux entreprises de la région et à tous les citoyens de l'Indianocéanie.

De son côté, le ministre des Affaires étrangères de Madagascar, Henry Rabary-Njaka, a insisté sur « la symbolique du changement d'appellation de la COI qui marque notre ambition commune ». À cet égard, il a souligné le rôle qu'entend jouer la Grande Ile dans les chantiers de la coopération régionale, et plus particulièrement en matière de sécurité alimentaire.

Pour sa part, le ministre de la Sécurité sociale et de l'Environnement de Maurice, Etienne Sinatambou, a mis l'accent sur la priorité accordée, par toutes les îles de la région, à l'économie bleue. Il a également invité la COI à « amplifier son action pour un décloisonnement des marchés entre les États membres et pour une meilleure complémentarité de ceux-ci ».

Les membres du Conseil se sont prononcés en faveur d'un renforcement de la COI qui devrait aboutir à un changement d'appellation en « Communauté » qui rendra compte de l'action réelle de l'organisation comme de l'aspiration commune des États de la région.

Finalement, le Conseil extraordinaire des ministres de la COI a octroyé à l'Union européenne, premier partenaire financier et technique de l'organisation, le statut d'observateur dont bénéficient déjà la Chine, l'Ordre de Malte et l'Organisation internationale de la Francophonie.

FIN/INFOSPLUSGABON/PKL/GABON 2017

COI et ses Projets

Conseil Extraordinaire des Ministres de la COI

04 Octobre 2017

https://crfimmadagascar.org/en/others/ocean-indien-commission-de-locean-indien-plan-daction-securite-maritime-bientot-mis-pied/

INDIAN OCEAN- INDIAN OCEAN COMMISSION: an action plan on maritime safety is on the agenda

By Manolotsoa Narindra RABEMILA

The Indian Ocean Commission (IOC) will hold a meeting in November with the foreign ministers of the region. The objective is to set up a regional action plan to combat drug trafficking, maritime insecurity, arms trafficking, illegal fishing and human trafficking. This was announced by Prime Minister Pravind Jugnauth on Monday, 2 October, at the opening of the special meeting of the IOC Council of Ministers at the Hilton Hotel in Flic-en-Flac. (…)

Source :

LeDEFIMEDIAGROUP

http://www.defimedia.info/commission-de-locean-indien-un-plan-daction-sur-la-securite-maritime-bientot-mis-sur-pied

Indian Ocean Commission sets new regional ambitions, urges collective action in Indianocéanie

Government of the Republic of Mauritius

GIS - 04 October 2017: The possibility of transforming the Indian Ocean Commission (IOC) into a 'Community' reflects new regional ambitions and translates the will of Member States to strengthen their role and reinforce the solidarity amongst the peoples of the **Indianocéanie**.

This is one of the main strategic decisions taken during the two-day Extraordinary Council Meeting of the IOC which was held at the Hilton Mauritius Resort and Spa in Flic en Flac. A working committee has been set up and will submit a final report to the next Council meeting in March 2018 to indicate and advise on the way forward with regard to the transformation of the IOC into a 'Community'.

At a press briefing on 3 October 2017, the Minister of Foreign Affairs, Regional Integration and International Trade, and chairperson of IOC's Council, Mr Seetanah Lutchmeenaraidoo, spoke of the commitment of the IOC to be the torch bearer of all islands in the region and of its resolute aim to transform itself so as to better reflect the aspirations of Member States. It is important to ensure the Commission's visibility at country-level, that is, popular ownership of IOC by citizens of islands on the short and medium terms, he added.

The IOC Extraordinary Council Meeting outlined the need to ensure safety in all its forms within the IOC through collective actions. On that score a Ministerial Meeting on Maritime Security, scheduled for January 2018, will explore ways and means to further defend the common ocean space and heritage shared by IOC Member States and exploit the potential for growth and innovation with regard to the blue economy.

A Ministerial meeting on food security will be held in March next year in Madagascar as the island is considered to be at the centre of the regional strategy for food and nutrition security.

The IOC Extraordinary Council Meeting examined several issues focused on the running and the future of the regional organisation. The session also initiated a strategic reflection on the structural transformation of the IOC so as to enable it to efficiently address challenges at several levels: economic

development, climate change effects, and peace and security. The Budget was also approved. The Council was requested to submit a series of projects for implementation spanning over the period 2018-2021.

The solidarity of the Member States was also expressed with regard to the Union of Comoros' candidature for the post of Secretary General of the Indian Ocean Rim Association. In the same vein, Member States have indicated their support following the request of France to become a full member of the IORA so as to allow Reunion Island to better integrate its regional environment.

News One Place

https://www.newsoneplace.com/3950091709/indian-ocean-commission-indianoceanie-regional-ambitions-collective-action

WN.COM

https://article.wn.com/view/2017/10/04/Indian_Ocean_Commission_sets_new_regional_ambitions_urges_co/



Vers une Communauté de l'océan Indien

Réunis en session extraordinaire lundi et mardi à Maurice, les ministres des Affaires étrangères et hauts représentants des États membres de la Commission de l'océan Indien (COI) ont débattu du renforcement de la structure COI et de l'amplification de ses actions au service des populations. Sous la présidence de Vishnu Lutchmeenaraidoo, ministre des Affaires étrangères, les membres du Conseil ont souligné l'importance d'agir collectivement en faveur de la sécurité sous toutes ses formes.

C'est dans cet esprit que le Conseil a décidé de l'organisation, en janvier 2018, d'une réunion ministérielle sur la sécurité maritime, prérequis indispensable à la pleine expression du potentiel de croissance et d'innovations que représente l'économie bleue. À cela s'ajoute la question importante de la sécurité alimentaire qui fera l'objet d'une réunion ministérielle à Madagascar au mois de mars 2018. La Grande Ile, qui concentre plus de 90 % des terres arables de l'Indianocéanie, est en effet au cœur de la stratégie régionale de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Les représentants des États membres ont également débattu de la question cruciale de la circulation des personnes et des biens entre les îles. La COI est appelée à s'intéresser davantage à ce sujet, au-delà des priorités données à la connectivité aérienne et maritime. Il s'agit de donner corps à la solidarité naturelle qui unit les peuples de l'Indianocéanie et aux ambitions régionales. La décision d'amener la COI vers une *« Communauté »* en l'expression symbolique et confirme la volonté des États de renforcer son rôle et ses réalisations sur le terrain.

Décloisonnement des marchés

Dirigeant la délégation mauricienne, le ministre de la Sécurité sociale et de l'Environnement de Maurice, Etienne Sinatambou, a mis l'accent sur la

priorité accordée par toutes les îles de la région à l'économie bleue. Il a également invité la COI à *« amplifier son action pour un décloisonnement des marchés entre les États membres et pour une meilleure complémentarité de ceux-ci ».*

Les membres du Conseil se sont prononcés en faveur d'un renforcement de la COI qui devrait aboutir à un changement d'appellation en *«Communauté»* qui rendra compte de l'action réelle de l'organisation comme de l'aspiration commune des États de la région.

La solidarité des États membres s'est aussi manifestée à l'égard de la candidature de l'Union des Comores au poste de Secrétaire général de l'Indian Ocean Rim Association (IORA). C'est dans le même sens que les États membres ont indiqué leur soutien à la demande de la France à devenir membre à partir entière de l'IORA pour permettre à La Réunion de mieux s'insérer dans son environnement régional.

Le Conseil extraordinaire des ministres de la COI a également octroyé à l'Union européenne, premier partenaire financier et technique, le statut d'observateur dont bénéficient déjà la République populaire de Chine, l'Ordre de Malte et l'Organisation internationale de la Francophonie.

Source : Témoignages

Sécurité alimentaire au sein de la COI : Une réunion ministérielle se tiendra à Madagascar en mars 2018



Les ministres de la Commission de l'Océan Indien en conseil extraordinaire

Madagascar a participé au conseil extraordinaire des ministres de la COI (Commission de l'Océan Indien) les 2 et 3 Octobre derniers à Maurice. À l'issue, il a été décidé que l'Union Européenne obtienne le statut d'observateur au sein de l'organisation ; l'UE étant *« le premier partenaire technique et financier de l'organisation »*. La grande union rejoint ainsi la Chine, l'Ordre de Malte et l'Organisation Internationale de la Francophonie. Par ailleurs, les réunions se sont focalisées également sur la question sécuritaire. D'après les membres du Conseil, présidé par Vishnu Lutchmeenaraidoo – ministre mauricien des Affaires Étrangères – il faut mettre en relief *« l'importance d'agir collectivement, au sein de la COI, en faveur de la sécurité sous toutes ses formes ».* Pour ce faire, une réunion ministérielle du Conseil sera prévue en janvier 2018. Notons au passage que Madagascar accueillera également une réunion ministérielle sur la sécurité alimentaire en mars 2018.

De commission à communauté. Les ministres ont aussi insisté sur le renforcement des liens entre les pays membres. Aussi, les participants sont-ils tous tombés d'accord sur l'adoption du caractère « communautaire » de la COI. *« Cela confirme la volonté des États de renforcer son rôle et ses réalisations sur le terrain »*, précise le communiqué y afférent. Et Didier Robert, président du Conseil régional de la Réunion, Henry Rabary-Njaka, ministre des Affaires Étrangères de Madagascar et Etienne Sinatambou, ministre mauricien de la Sécurité Sociale et de l'Environnement, d'ajouter respectivement qu'il faut *« améliorer significativement la connectivité aérienne et maritime, dans une vraie logique partenariale »*, que *« la symbolique du changement d'appellation de la COI marque notre ambition commune »* et qu'il faut *« amplifier l'action de la COI pour un décloisonnement des marchés entre les États membres et pour une meilleure complémentarité de ceux-ci ».*

Recueillis par Aina Bovel

Participation haut niveau des Seychelles au conseil extraordinaire des ministres de la COI



Le Secrétaire d'Etat chargé des Affaires étrangères, Claude Morel a participé cette semaine à une session extraordinaire du Conseil de la Commission de l'océan Indien (COI) tenue à l'hôtel Hilton de Flic en Flac à Maurice et présidé par le Ministre mauricien des Affaires étrangères, de la Coopération régionale et du commerce internationale, Vishnu Lutchmeenaraidoo, président en exercice de la COI pour l'année 2017. La séance extraordinaire fut ouverte par le premier Ministre de la République Mauricienne Pravind Jugnaugth. Etaient également présents à la séance Soeuf Mohamed El-Amine, ministre des Affaires étrangères de l'Union des Comores, Henri Rabary-Njaka, ministre des Affaires étrangères de la République de Madagascar, Didier Robert, président de la Région Réunion et Etienne Sinatambou, ministre de la sécurité sociale, de la réforme institutionnelle, et de l'environnement de la République de Maurice. La session a également vu la participation des membres observateurs auprès de la COI, à savoir la République populaire de Chine, l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) et l'Ordre de Malte, ainsi que les partenaires au développement (Union européenne et Agence française de développement). Dans son discours d'ouverture, le Secrétaire d'Etat Ambassadeur Morel a déclaré que « la rencontre d'aujourd'hui s'inscrit dans le prolongement naturel d'un long chemin parcouru ensemble auquel nous souhaitons ouvrir pour l'avenir de nouvelles perspectives ». Il a également précisé que la coopération régionale n'est pas qu'une option « c'est la voie unique » avant de conclure sur un des points phares de ce conseil portant sur l'évolution institutionnelle de la COI « le moment est venu d'adapter les missions originelles de la COI pour lui permettre de continuer à relever efficacement les défis de notre temps et à mieux nous préparer à affronter ceux de demain. Il est donc de notre devoir d'ouvrir ce chantier de refondation en la

dotant des instruments appropriés ». Au cours de cette session, une quarantaine de décisions ont été présentées puis débattues et adoptées par les membres du conseil. Parmi les plus importantes on doit noter celle de revoir la gestion financière de la COI, l'idée de transformer la COI en une Communauté de l'Océan Indien, la considération d'un nouveau Plan de Développement Stratégique pour la COI pour 2018 et la décision d'étoffer l'accord de siège entre Maurice et la COI. Les membres du Conseil ont aussi souligné l'importance d'agir collectivement, au sein de la COI, en faveur de la sécurité sous toutes ses formes. C'est dans cet esprit que le conseil a décidé de l'organisation, en janvier 2018, d'une réunion ministérielle sur la sécurité maritime, prérequis indispensable à la pleine expression du potentiel de croissance et d'innovations que représente l'économie bleue / océanique. À cela s'ajoute la question importante de la sécurité alimentaire qui fera l'objet d'une réunion ministérielle à Madagascar au mois de mars 2018. La Grande Ile, qui concentre plus de 90% des terres arables de l'Indianocéanie, est en effet au cœur de la stratégie régionale de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Les représentants des États membres ont également débattu de la question cruciale de la circulation des personnes et des biens entre les îles. La COI est appelée à s'intéresser davantage à ce sujet, au-delà des priorités données à la connectivité aérienne et maritime. Il s'agit de donner corps à la solidarité naturelle qui unit les peuples de l'Indianocéanie et aux ambitions régionales. Le président de la séance le Ministre Luchmeenaraidoo a mis l'accent sur les questions budgétaires plaidant pour plus de responsabilité financière et de transparence tout en suggérant que les comités d'audit et budgétaire doivent se réunir de manière régulière afin de garantir une meilleure utilisation financière des fonds au profit des États de la COI . Le conseil comme il est d'usage a également appuyé les expressions d'intérêt des États à la candidature à des postes au sein des organisations internationales notamment Indian Ocean Rim Association (IORA). C'est dans le même sens que les États membres ont indiqué leur soutien à la demande de la France à devenir membre à partir entière de l'IORA pour permettre à La Réunion de mieux s'insérer dans son environnement régional. Le conseil a conclu en formalisant le statut d'observateur de l'Union Européenne (bailleurs de fond principal de la COI) pour les prochains conseils des Ministres de la COI et en jetant les bases d'une future coopération régionale dans le cadre de la libre circulation des personnes. L'Ambassadeur Claude Morel était accompagné par le nouvel officier permanent de liaison (OPL) des Seychelles pour la COI, Monsieur Jacques Belle lequel avait participé quelques jours avant à un comité de travail visant à apporter des propositions de décision pour l'approbation des membres du conseil. Il est à noter que les Seychelles assumeront dès janvier 2018 la présidence du prochain conseil des Ministres de la COI et la date du prochain conseil est prévue pour mars de l'année prochaine.

La Gazette des Comores

05 Octobre 2017

http://lagazettedescomores.com/société/conseil-extraordinaire-des-ministres-de-la-coi-/-la-sécurité-maritime-et-alimentaire,-première-préoccupation-de-la-coi-.html

Conseil extraordinaire des ministres de la COI / La sécurité maritime et alimentaire, première préoccupation de la COI



Le 3 octobre dernier, le conseil des ministres de la Commission de l'Océan Indien s'est réuni en session extraordinaire à Maurice. Les ministres des affaires étrangères et hauts représentants des Etats membres ont débattu du renforcement de la structure COI et de l'amplification de ses actions au service des populations.

Les ministres des affaires étrangères de Maurice et hauts représentant des Etats membres de la COI se trouvaient en session extraordinaire mardi dernier. Les membres du Conseil ont souligné l'importance d'agir collectivement, au sein de la COI, en faveur de la sécurité sous toutes ses formes. C'est dans cet esprit que le Conseil a décidé de l'organisation, en janvier 2018, d'une réunion ministérielle sur la sécurité maritime, prérequis indispensable à la pleine expression du potentiel de croissance et d'innovations que représente l'économie bleue / océanique.

A cela s'ajoute la question importante de la sécurité alimentaire qui fera l'objet d'une réunion ministérielle à Madagascar au mois de mars 2018. La Grande Ile, qui concentre plus de 90% des terres arables de l'Indianocéanie, est en effet au cœur de la stratégie régionale de sécurité alimentaire et nutritionnelle. « La COI, ne peut rester à l'écart des réalités qui gouvernent le monde. Elle doit s'inscrire dans cette dynamique et porter loin sa vision. Elle doit anticiper le [...] mouvement des choses, ce qui appelle à des réformes dans le fond et dans la forme », avance Souef Mohamed El-Amine, le chef de la diplomatie comorienne.

Les représentants des Etats membres ont également débattu de la question cruciale de la circulation des personnes et des biens entre les îles. La COI est appelée à s'intéresser davantage à ce sujet, au-delà des priorités données à la connectivité aérienne et maritime. Il s'agit de donner corps à la solidarité naturelle qui unit les peuples de l'Indianocéanie et aux ambitions régionales. La décision d'amener la COI vers une « Communauté » en l'expression symbolique et confirme la volonté des Etats de renforcer son rôle et ses réalisations sur le terrain.

Prenant la parole au nom de la France, Didier Robert, président du Conseil régional de La Réunion, a souligné son attachement à la coopération régionale en particulier en matière de sécurité sous toutes ses formes. Il a par ailleurs plaidé « pour une amélioration significative de la connectivité aérienne et maritime, dans une vraie logique partenariale » qui profite aux entreprises de la région et à tous les citoyens de l'Indianocéanie.

De son côté, le ministre des Affaires étrangères de la République de Madagascar, Henry Rabary-Njaka, a insisté sur « la symbolique du changement d'appellation de la COI qui marque notre ambition commune ». A cet égard, il a souligné le rôle qu'entend jouer la Grande Ile dans les chantiers de la coopération régionale et plus particulièrement en matière de sécurité alimentaire.

Les membres du Conseil se sont prononcés en faveur d'un renforcement de la COI qui devrait aboutir à un changement d'appellation en « Communauté » qui rendra compte de l'action réelle de l'organisation comme de l'aspiration commune des Etats de la région. La solidarité des Etats membres s'est aussi manifestée à l'égard de la candidature de l'Union des Comores au poste de Secrétaire général de l'Indian Ocean Rim Association (IORA). C'est dans le même sens que les Etats membres ont indiqué leur soutien à la demande de la France à devenir membre à part entière de l'IORA pour permettre à La Réunion de mieux s'insérer dans son environnement régional.

Mohamed Youssouf

http://www.ipreunion.com/actualites-reunion/reportage/2017/10/01/la-journee-du-volontariat-francais-38-jeunes-s-exportent-dans-l-ocean-indien,69583.html

La journée du volontariat français : 38 jeunes s'exportent dans l'Océan Indien

Posté par **IPR**

La Journée du volontariat français se déroulera ce dimanche 1er octobre 2017 dans les 23 Espaces volontariats aux quatre coins du monde. Actuellement 38 jeunes réunionnais bénéficient de ce programme. Ils accomplissent des missions de coopération et de solidarité internationale dans les pays de la zone de l'Afrique australe et dans l'Océan Indien.

Ces VSI (Volontaires de solidarité internationale) réalisent des missions indemnisées de 12 mois. Ils officient dans des ministères, des offices du tourisme, au sein de la Commission de l'Océan Indien, dans les alliances françaises et les centres culturels.

"Leurs missions répondent à la volonté de développer la coopération régionale, les échanges économiques, touristiques et culturels entre les acteurs des pays concernés et les professionnels réunionnais. Il s'agit d'un partenariat avec l'Union Européenne (Interreg V), la Région Réunion et le Conseil départemental", indique dans un communiqué France Volontaires, la plateforme française du volontariat international d'échange et de solidarité.

Voix de l' Ocean Indien : Jazz MMC récompensé

Par Les Nouvelles sur 02/10/2017

En 2015, Tence Mena a remporté la « *Voix de l'océan Indien 2016* », grâce à son titre « *Bal mipoapoaka* ». Cette année, Jazz MMC a emboité le pas. Vendredi dernier, il a obtenu « *La voix d'or* » ainsi que le chanteur africain Boko.

Un comité spécial du concours international « *Voix de l'océan indien* » sélectionne, chaque année, un artiste par pays membre de la Commission de l'océan Indien (COI). Ainsi, le jeune artiste malgache Jazz MMC a été choisi pour représenter la Grande île. Les critères sont basés sur le nombre de vues des vidéos sur le site youtube et sur le nombre de tournées effectuées dans la zone océan Indien et à La Réunion.

Grâce à ces deux albums

« *Love aminao* », sorti en 2015, et « Zah chefonao » en 2017, Jazz MMC a sacré, « *Voix de l'océan Indien* ». Se trouvant actuellement à La Réunion, il y a donné un live exceptionnel, le 15 septembre dernier. Adoptant le Waza style, un mélange du genre ragga dancehall, le rythme sud africain et le zouk love, le jeune artiste a séduit le jury. Selon le communiqué, le morceau « *Anao tiakao* » est le plus écouté dans la zone océan Indien, suivi de « *Baby darling* » et de « *Zah Chefonao* ».

Ainsi, il a bénéficié d'une collaboration étroite avec Trace FM et d'une inscription à l'office des droits d'auteur international Sacem. Actuellement en pleine travail avec Boko, le deuxième artiste récompensé par le concours VOI, Jazz MMC projette de sortir bientôt un single. L'agenda de l'année prochaine s'annonce d'ores et déjà chargé pour le jeune malgache.

Holy Danielle

La voix de l'Indianocéanie à Malte



Malte accueille les 5 et 6 octobre 2017 la conférence internationale « Notre océan, un océan pour la vie » organisée par l'Union européenne.

La Commission de l'océan Indien (COI) qui témoigne d'une expérience de 30 ans dans la préservation des milieux marins et côtiers et dans la gestion responsable des ressources halieutiques y est présente.

Le Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien, Hamada Madi, porte ainsi la voix de l'Indianocéanie à ce forum international lors duquel les États et régions du monde entier sont invités à présenter leurs engagements en faveur de la préservation des océans et de leurs écosystèmes.

C'est notamment dans le domaine des pêches que la COI a enregistré des résultats probants et pris des engagements importants grâce à l'implication directe de ses États membres (Comores, France au titre de La Réunion, Madagascar, Maurice et Seychelles) et au soutien des partenaires au développement au premier rang desquels l'Union européenne.

La COI exposera ainsi l'engagement des huit États participants au Plan régional de surveillance des pêches (États COI, Kenya, Mozambique et Tanzanie). Le PRSP, soutenu par l'Union européenne, est un mécanisme de suivi, contrôle et surveillance des pêches qui permet de mutualiser les moyens matériels et humains des pays de la région. Les huit États de la région, qui contrôlent une zone maritime de 6,4 millions de km² formant la deuxième zone de pêche au thon du monde, ont réaffirmé, en juillet dernier, leur engagement à poursuivre et amplifier leur coopération dans la lutte contre la pêche illégale.

Le programme SmartFish de la COI, financé par l'Union européenne, valorisera aussi l'ensemble de ses activités en faveur d'une pêche durable dans l'océan Indien comme sur les Grands Lacs d'Afrique orientale et australe.

En partenariat avec la présidence du Groupe de contact sur la piraterie au large des côtes somaliennes (CGPCS) occupée par les Seychelles, la COI entend aussi faire savoir la contribution régionale à la sécurisation des espaces maritimes.

Le CGPCS, que la COI présidera à partir de janvier 2018, mobilise la communauté internationale dans la lutte contre la piraterie dans le bassin occidental de l'océan Indien. À cela s'ajoute les actions prises par les organisations régionales d'Afrique orientale et australe, dont la COI, dans le cadre du programme régional de sécurité maritime (MASE) financé par l'Union européenne avec, entre autres, la création d'un Centre régional de fusion de l'information maritime à Madagascar et d'un Centre régional de coordination de l'Action de l'État en mer aux Seychelles.

COI et ses Projets

Développement durable

La Gazette des Comores

04 Octobre 2017

http://lagazettedescomores.com/société/education-régionale-/-le-comité-national-célèbre-les-réalisations-du-programme-eco-schools-océan-indien-.html

Education régionale / Le comité national célèbre les réalisations du programme Eco-Schools océan Indien



Eco-Schools océan Indien est un programme régional introduit par le projet COI-ISLANDS pour aider les gouvernements et leurs partenaires à mettre en œuvre de façon collaborative l'éducation pour le développement durable, permettant aux écoles et aux communautés de la région de travailler ensemble sur les défis communs qu'ils affrontent. Font partie de ce programme l'Union des Comores, Madagascar, Maurice et Zanzibar. Actuellement, plus de 145 écoles représentant plus de 75 000 élèves sont impliquées dans le programme.

Lundi dernier, une réunion du comité Eco-Schools Ocean Indien s'est tenue à Fort Dauphin à Madagascar. Le but de cette dernière est de rassembler les membres du Comité National des Eco-écoles représentant les ministères de l'éducation et de l'environnement et des ONG des Comores, de Madagascar, de Maurice, de La Réunion (France) et de Zanzibar, avec d'autres partenaires et bailleurs de fonds pour célébrer les réalisations du programme, piloter les prochaines étapes et formaliser les partenariats pour assurer une transition en douceur et la durabilité continue du programme Eco-Schools dans la région.

Cette réunion marque une nouvelle phase d'appropriation nationale pour le programme Eco-Schools océan Indien, car les ONG partenaires des ISLANDS ont été officiellement reconnues comme opérateurs nationaux par la Fondation pour l'éducation environnementale (FEE) pour le développement à long terme du programme Eco-Schools et d'autres programmes FEE dans chaque pays.

MY

Maurice – Les femmes entrepreneures se mobilisent



02.10.2017 | 8:33 Actualités, Océan indien 0

Invisibles seules, mais invincibles réunies. C'est la thématique de la deuxième édition du salon Made in Femmes, inauguré hier au Domaine Les Pailles.

Le salon prendra fin le 1er novembre. La première édition avait eu lieu à La Réunion en 2014. Au total, 135 entrepreneures des îles de l'océan Indien y participent. Cette grande foire est organisée par Entreprendre au féminin océan Indien (EFOI), avec le soutien de la Commission de l'océan Indien (COI) et de l'Union européenne (UE), à travers le fonds Interreg.

Parmi les participantes : des Mauriciennes, des Rodri-guaises, des Réunionnaises, des Seychelloises, des Malgaches et des Comoriennes. Le Zanzibar et l'Afrique du Sud sont également représentés.

Loin d'être uniquement dédié à la vente de produits, cet événement veut également servir de passerelle. Ce tremplin pourrait connecter les femmes entrepreneures avec des partenaires d'affaires potentiels, ainsi qu'avec les institutions d'aide et d'accompagnement. Des séances en Business to Business (B2B) sont prévues en ce sens, notamment pour le secteur de l'agroalimentaire, du développement durable, de l'artisanat, du textile, de l'habillement et des services.

Foires et formations

De plus, le salon vise à aider les femmes entrepreneures des différentes îles de l'océan Indien à accéder à de nouveaux marchés. Il favorise l'émergence de projets collaboratifs et les échanges économiques entre les îles. Parmi les projets en cours d'EFOI Maurice : le développement des produits en fibre de banane. « Nous avons obtenu un contrat avec la CSR Foundation en ce sens. Le projet devrait commencer début octobre », explique Jennifer Thomas, la présidente de l'association.

Diverses organisations seront présentes au salon. Parmi elles, la Bank of China, le National Women Entrepreneur Council, le National Productivity and Competitiveness Council, Enterprise Mauritius et l'Association Mauricienne des femmes chefs d'entreprises. Entreprise Mauritius offre des formations aux autres îles « Nous avons lancé un atelier dédié aux marchés africains, qui a suscité beaucoup d'intérêt. Nous comptons en lancer un deuxième bientôt. » C'est ce qu'a déclaré Arvind Radhakrishna, Chief Executive Officer (CEO) d'Entreprise Mauritius (EM). Fort de l'expérience d'EM sur la formation et la participation aux foires étrangères, le CEO a invité les entrepreneurs de la région de l'océan Indien à participer aux ateliers de travail qui sont offerts.

Arvind Radhakrishna a ajouté qu'EM a lancé plusieurs nouveaux cours principalement dédiés aux majeurs secteurs d'exportation, dont le textile et la bijouterie. Parlant de la stratégie d'EM pour aider les entreprises locales à s'exporter, le CEO a mis l'accent sur la tenue de foires à l'étranger. Il a également parlé de programmes de formation et de renforcement des capacités dédiées aux petites et moyennes entreprises (PME).

© lexpress.mu

lexpress.mu

https://www.lexpress.mu/article/317402/salon-made-femmes-un-espace-dedie-135-femmes-entrepreneurs-locean-indien

Al-watwan
Le premier journal des Comores

06 Octobre 2017

https://alwatwan.net/sante/epidémie-de-la-peste-à-madagascar-tous-les-pays-de-la-coi-seront-dotés-de-test-rapide-d'ici-dimanche.html

Epidémie de la peste à Madagascar : Tous les pays de la Coi seront dotés de test rapide d'ici dimanche

Par Abouhariat Said Abdallah



La direction générale de la santé a tenu hier dans son siège, une réunion pour mettre en place un dispositif afin de se préparer à une éventuelle riposte à l'épidémie de peste qui sévit à Madagascar ces derniers mois. Ont pris part à cette réunion, le ministère de la Santé, le service d'immigration, la douane, le transport, l'Anacm, la Production, l'Inrape, la brigade de gendarmerie de l'aéroport, El-Maarouf, la direction générale de la sécurité civile, l'Ocopharma et tous les acteurs concernés.

Selon le directeur général de la santé, Aboubakar Saïd Ali, le gouvernement a été sensibilisé et a mis en place le dispositif permettant de riposter si la maladie devait par malheur s'importer ici. Des médicaments sont disponibles, les agents de santé ont été formés et sont capables de détecter la maladie et d'en assurer la prise en charge.

Par ailleurs, il a été recommandé de réactiver incessamment, les postes de surveillance sanitaires dans les ports et aéroports. "Les équipes seront opérationnelles dès aujourd'hui avec l'implication de tous les acteurs concernés" souligne le directeur général de la santé.

Le directeur technique de l'Ocopharma, Radjab Alhadhur, nous rassure pour sa part, que les antibiotiques utilisés pour lutter contre la maladie sont déjà disponibles à savoir, la streptomycine, la gentamicine, le chloramphénicol, ou encore la tétracycline.

"Tous les pays de la Coi seront dotés de test rapide d'ici dimanche" a-t-on appris dans cette réunion. En effet, l'unité de veille sanitaire (Uvs) de la Coi du réseau de surveillance des épidémies et des gestions des alertes (Sega) va doter tous les pays membres de la Coi, de test de diagnostics rapide (Tdr).

"Risque d'mportation minime"

"Des mesures à minima seraient d'ores et déjà mises en place à savoir, un dispositif de contrôle des bateaux sachant que le risque est plus élevé au port avec le transport des rongeurs, qui sont les porteurs des puces.
Une équipe de surveillance et de contrôle des passagers sera mise en place incessamment à travers la prise de température et la notification des patients à l'aéroport" fait savoir le Dr Chamsoudine Mohamed, épidémiologiste et responsable de la lutte contre la maladie, qui estime que le risque d'importer la peste par des hommes est très minime car en développant la peste, le patient est très fatigué et n'est donc pas autorisé à voyager. Il peut même décéder au bout de trois jours, voire dans les 24 heures précise-il.

À l'issue de cette rencontre, des recommandations ont été faites pour mieux prévenir et au pire lutter contre la peste si elle devait arriver dans notre pays. Les acteurs présents ont proposé la mise en place d'une équipe multisectorielle ad hoc qui sera chargée du suivi des recommandations de la présente réunion.
Il est recommandé également de diffuser des notes relatives aux bonnes pratiques dans les points d'entrée du pays et continuer à sensibiliser la population.

Parmi les recommandations, c'est de renforcer les capacités des acteurs impliqués en matière de prévention et de lutte contre la peste, surtout les agents de santé qui seront déployés aux frontières à savoir, les douaniers, les services d'immigration, mais aussi mettre en place des équipes de surveillance de façon pérenne dans les ports et aéroports, sur l'ensemble du territoire national.

Autre proposition faite, c'est d'élaborer et mettre à dispositions au niveau des points d'entrée, des algorithmes décisionnels permettant de définir et de mieux gérer les cas suspects, et effectuer des contrôles relatifs au respect des règles de transport maritime.

Changement climatique: "Nous, les belles îles du monde, nous risquons de disparaître"

Cet après-midi, le coup d'envoi de la Conférence Internationale sur l'adaptation au changement climatique a été donné. Deuxième du genre, cet événement rassemble un véritable réseau d'experts et d'acteurs gouvernementaux, tous sensibilisés à la problématique des changements climatiques.



Un conglomérat d'acteurs de régions venant du monde entier se réunit au domaine du Moca depuis cet après-midi afin de discuter ensemble des problématiques liées aux changements climatiques mais également afin de proposer des solutions et une feuille de route à présenter en vue de la COP23 qui se tiendra en Allemagne en novembre 2017.

Le point commun de tous ces acteurs: ils travaillent à une échelle régionale et donc au plus proche des préoccupations des populations.

"Les îles sont les premières sentinelles"

"Nous, les îles, nous sommes les premières sentinelles affectées par les conséquences des dérèglements climatiques" a déclaré Didier Robert, le Président de la Région Réunion lors de l'ouverture de la conférence, suivi par son homologue Mauricien, Etienne Sinatambou. *"À Maurice, le niveau de la mer a augmenté en moyenne de 5,6 mm par an et la température augmenté de 1,1 degrés alors que nous, populations insulaires n'émettons que moins d'un pourcent des émissions de gaz à effets de serre! Nous, les belles îles du monde, nous risquons de disparaître."*

Une nécessité semble unir tous ces acteurs, l'urgence de responsabiliser *"les grands de ce monde"* comme les qualifie Didier Robert. *"Il faut une prise de conscience des conséquences lourdes de nos actions"* conclut-t-il.

Pour Maria Cecilia Alvarado, la Vice-Présidente de la région d'Azuay en Equateur, *"économie et écologie ne doivent pas s'affronter mais se concilier"*, point de vue partagé et développé par son homologue seychellois, qui voit un *"besoin urgent d'adapter les domaines des énergies propres, des nouveaux modes de transports, la gestion des ressources en eau et l'agriculture. Nous devons bâtir notre résilience, de nouvelles manières de travail."*

La marraine de l'évènement, Pauline Hoarau a conclu en racontant son île, qu'elle a connue *"avec un récif corallien incroyable. L'année dernière, j'ai pour la première fois remarqué que nos récifs avaient changé. Nos coraux se décolorent et nos poissons sont moins nombreux. Cette conférence nous permettra de comprendre ce que chacun, à son niveau peut apporter à cette question primordiale de l'adaptation aux changements climatiques".*

Environnement Marin : la menace de la couronne d'épines s'accroît



Une couronne d'épine vue a Blue Bay en 2016.



L'étoile de mer géante se nourrissant de corail.

Par Eileen Flore, Xavier Maugueret

Sa présence à Maurice est une problématique supplémentaire pour les barrières de corail. Désormais elle se propage dans la région océan Indien. Cette espèce d'étoile de mer géante à 12 pattes prolifère actuellement dans nos eaux. Connue comme *« La couronne d'épines»* (Acanthaster planci), sa présence a été rapportée tout autour de l'île Maurice. Et, maintenant, elle a aussi été découverte dans le fond marin de Rodrigues par un groupe de plongeurs, le Rod Dive Lovers, dont fait partie le commissaire de la Pêche Richard Payandee.

« En 20 ans de plongée, j'ai dû en voir une ou deux au maximum. Mais lors de notre dernière excursion dans le nord de Rodrigues, nous avons vu plus d'une quinzaine de ces étoiles de mer dans un tout petit espace. Ce qui est inquiétant, c'est que nous en avons vu d'autres », affirme le commissaire de la Pêche.

Ce mollusque est considéré comme étant très dangereux pour l'environnement, étant très invasif, tout en s'avérant une menace pour nos coraux. C'est pourquoi Richard Payandee parle de la nécessité de les éliminer avant qu'ils ne détruisent complètement les coraux.
Fondé en janvier de cette année, le Rod Dive Lovers regroupe des amoureux de la plongée qui, sur une base bénévole et par amour pour l'environnement, explorent les fonds marins.

« Dans le passé, nous avions initié des actions pour faire le nettoyage des passes et enlever des casiers abandonnés qui devenaient des pièges à poissons. Nous faisons aussi de la plongée scientifique afin de donner un coup de main à Shoals Rodrigues (NdlR, l'organisation non gouvernementale (ONG) pour la protection de l'environnement) dans ses travaux de recherche. C'est ainsi que récemment nous avons fait la découverte d'une espèce d'étoile de mer qui n'existait pas dans la mer de Rodrigues auparavant », explique Richard Payandee. *« La couronne d'épines est néfaste pour l'environnement et se nourrit de coraux. Nous la considérons comme une espèce envahissante. En collaboration avec Shoals Rodrigues, nous allons travailler pour enlever ces céphalopodes de notre mer afin de préserver nos coraux de la destruction. »*

À Maurice, plusieurs de ces étoiles de mer veineuses et voraces ont été trouvées dans le lagon du nord de l'île et certaines ont aussi été vues dans le lagon de Blue- Bay. La problématique que pose la couronne d'épiness est sa vitesse de reproduction et surtout sa ténacité. L'étoile de mer est capable de vivre dès que les conditions lui sont favorables. Elle se reproduit très vite, survit à de nombreuses blessures et a très peu de prédateurs.

« Elle est toxique pour un grand nombre d'espèces, l'homme y compris, ce qui lui fait craindre peu de prédateurs. Sa capacité de reproduction est très importante, les femelles pouvant produire plusieurs dizaines de millions d'oeufs par saison », explique Céline Miternique de l'ONG Reef Conservation. *« Les larves sont particulièrement mobiles et peuvent dériver sur des centaines de kilomètres. »*

Pour la gérer, plusieurs techniques sont mises en place. Comme le projet pilote lancé par Reef Conservation pour réguler la population de l'Acanthaster planci. *« Depuis mars 2017, nous avons un projet consistant à contrôler la population des couronnes d'épines. Ce contrôle consiste à injecter à des points précis une quantité précise de vinaigre dans cette étoile de mer. Ces injections de vinaigre font mourir l'étoile de mer au bout de 48 heures »*, ajoute Céline Miternique.

« Ces injections sous soumises à autorisation. Reef Conservation a un permis pour les réaliser et tout le monde n'est pas autorisé à le faire. Avant d'utiliser cette technique, nous avons fait plusieurs études sur différents sites pour pouvoir choisir les meilleurs endroits. Nous avons également collaboré avec les centres de plongée qui nous ont aidés dans cette recherche. »

Une autre technique est actuellement à l'étude en Australie, qui a grandement souffert de la couronne d'épines : l'introduction du triton géant (Charonia tritonis) dans l'écosystème de l'unique prédateur de cette étoile de mer. Un grand nombre de ces tritons vivaient auparavant dans les eaux mauriciennes mais ils ont été pêchés pour leur chair ainsi que pour la beauté de leur coquille dont raffolent les touristes. La raréfaction du triton géant

actualité Seychelles

Pêche illégale. Pertes estimées à $ 7,5 millions

La pêche illégale, non déclarée et non réglementée dans les eaux seychelloises, provoque des pertes économiques significatives. Comme le rappelle Johnny Louys, agent de surveillance de la Seychelles Fishing Authority (SFA), une étude menée en 2005 fait état que la pêche illégale coûte environ 7,5 millions de dollars par an à l'archipel.

La pêche contribue à l'économie seychelloise grâce aux ventes des licences, aux débarquements portuaires et au transbordement des captures, à la vente de carburant, au port et à d'autres services essentiels. C'est aussi l'un des principaux secteurs d'apport de devises étrangères pour l'économie. En 2013, ce secteur a contribué à 35 % du produit intérieur brut (PIB).

DES RÉPERCUSSIONS ENVIRONNEMENTALES

La forme la plus courante de pêche illégale est lorsque les navires de pavillons étrangers pêchent dans la zone économique exclusive des Seychelles sans permis ou un permis non valide.



La pêche, un important secteur économique

S'agissant de la pêche non déclarée, elle se réfère à la non-déclaration ou à la déclaration erronée des activités de pêche à l'autorité compétente, soit la SFA. La pêche non réglementée implique des navires sans nationalité et battant pavillon d'un pays qui ne fait pas partie d'une organisation régionale de gestion des pêches qui régit cette zone de pêche. La pêche illégale, non déclarée et non réglementée, a également des répercussions environnementales. La SFA suit de près les activités de pêche par le biais de rapports et de surveillance par satellite et assure la mise en place de cadres juridiques appropriés. À l'échelle régionale, il existe un programme de patrouille en cours – le Plan régional de surveillance des pêches dans l'océan Indien Sud-Ouest – qui vise à réduire le nombre de navires engagés dans la pêche illégale dans l'océan Indien. Le programme de patrouille applique les lois nationales et les mesures régionales de gestion des pêches et supervise les activités halieutiques. Il favorise également la durabilité de ce secteur économique grâce à la mise en commun et au partage des capacités existantes des États côtiers de la région.

réduit et supprime le rôle de ce prédateur quasi exclusif et conduit à la prolifération de cette étoile.